



# Drogue : un « business » toujours plus florissant

Le marché des stupéfiants est devenu partie intégrante de l'économie d'une partie des quartiers défavorisés

**L**es règlements de comptes à Marseille, à l'origine du décès d'un jeune homme de 16 ans et de graves blessures pour un enfant de 11 ans, vendredi 19 novembre, l'ont rappelé brutalement : le marché des stupéfiants reste florissant en France, portée par une forte demande de cannabis et de cocaïne.

Les données, publiées mardi 23 novembre, par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), confirment la gravité de la situation et témoignent de la sévérité des politiques de lutte contre les drogues et de leurs insuffisances : malgré une répression toujours plus marquée depuis 2002, la consommation n'a pas baissé et les trafics continuent de perturber en profondeur la vie de centaines de quartiers sensibles.

**Des marchés considérables** Le marché du cannabis en France est estimé à près de 900 millions d'euros par an. Le marché total de la drogue pourrait représenter entre 1,5 milliard et 2 milliards d'euros, selon les sources. « *Implantés dans les cités sensibles, les réseaux de trafiquants de cannabis contribuent au développement de l'économie souterraine de quartiers entiers* », constate l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS).

Dans des cités où plus d'une personne sur trois, en moyenne, vit en dessous du seuil de pauvreté, l'argent de la drogue est devenu partie intégrante du « PIB local ». Une part non négligeable fait l'objet d'opérations de blanchiment. Tracfin, l'organisme chargé de lutter contre ces pratiques, s'alarme d'« *une recherche accrue d'opacité* » de la part de trafiquants qui investissent leur argent dans des commerces ou à l'étranger.

**Violences et règlements de comptes** Les trafiquants présentent un portrait-robot assez éloigné des images traditionnelles, d'après l'analyse de quelque 41 000 fiches d'interpellation réalisées pour l'ONDRP : la part des mineurs impliqués reste « *marginal* » ; trois quarts des trafiquants sont de nationalité française ; leur âge moyen tourne autour de 28 ans. Plus étonnant, 85 % des trafiquants occupaient un emploi au moment de leur interpellation. « *Le trafic de drogues serait, à l'aune de ces données, une activité d'individus insérés sur le plan professionnel* », notent les chercheurs Nacer Lalam et Franck Nadaud, en formulant l'hypothèse qu'une partie de ces emplois servent de « *façade légale* » pour leurs activités criminelles.

L'importance des sommes en jeu explique la violence des règlements de comptes. La présence d'armes de guerre, acquises pour quelques centaines d'euros, conduit des bandes concurrentes à s'entre-tuer à coups de kalachnikovs, comme à Marseille ces derniers mois, ou à Sevran, Stains ou Grenoble, ces dernières années. Une partie des différends commerciaux se règle aussi, plus discrètement, à coup de séquestrations : la police et la justice n'en connaissent qu'une faible part (163 recensées en Seine-Saint-Denis en 2009) dans la mesure où les victimes préfèrent généralement ne pas déposer plainte.

**La sévérité de la justice** Les personnes condamnées pour usage ou trafic de drogue représentent aujourd'hui 20 % du total des détenus : une infime minorité (2 %) l'est pour simple usage de stupéfiants, l'immense majorité pour trafic (18 %). Depuis que Nicolas Sarkozy a pris les manettes de la sécurité en 2002, la sévérité de la justice s'est progressivement

accrue : le nombre de peines prononcées est en forte augmentation, en particulier les condamnations à de la prison ferme.

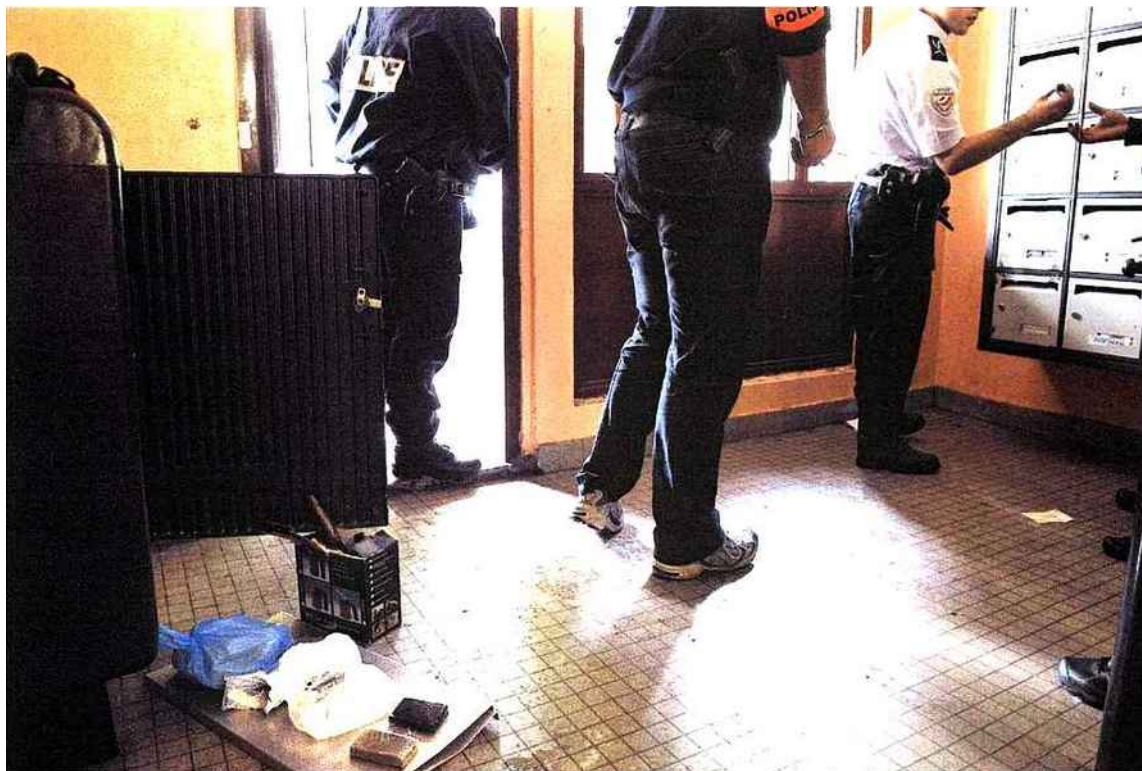
Mais les travaux de l'ONDRP mettent en évidence les limites de la politique du chiffre. La pression policière accrue a d'abord touché les consommateurs, alors que le démantèlement d'un réseau prend des mois et implique des moyens importants (surveillance, écoutes, etc.), les interpellations d'usagers se comptent à la fois comme un délit et sa résolution. Elles permettent des statistiques favorables : police et gendarmerie affichent des taux d'élucidation supérieurs à... 100 % en matière de stupéfiants.

**L'échec des politiques d'endiguement** Les pouvoirs publics tentent aussi de réduire les volumes de drogue entrant en France. L'année 2009 s'est révélée médiocre avec des baisses des saisies pour l'héroïne (-13 %), le cannabis (-20 %) et la cocaïne (-36 %). Pour le cannabis, en particulier, 2009 prolonge des années difficiles : alors que les services spécialisés avaient saisi plus de 100 tonnes en 2004, les volumes sont redescendus à 60 tonnes en moyenne par an sur les cinq dernières années.

L'année 2010 pourrait être plus favorable : pour le premier semestre, les données communiquées au *Monde* par le ministère de l'intérieur montrent une reprise des saisies de cannabis (+20 %), de cocaïne (+17,4 %) et d'héroïne (+15,6 %).

Reste à faire face à une nouvelle difficulté : le développement significatif du cannabis cultivé en appartement ou à l'extérieur, donc plus difficile à repérer. Un peu plus de 2 000 plantations clandestines de cannabis ont été découvertes en France en 2009. Quelques 400 magasins ont été identifiés comme spécialisés dans la vente de matériel (notamment lampes) servant à la culture « indoor » du cannabis ■

Luc Bronner



## L'insécurité : un sentiment en hausse

4,7 millions de Français disent avoir été victimes de vols et tentatives en 2009 et près de 1,2 million de violences physiques et sexuelles, selon l'enquête de victimation, réalisée par l'Insee auprès de 16 500 personnes et rendue publique par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, mardi 23 novembre. Ces données illustrent le caractère relatif des statistiques de la délinquance habituellement utilisées par le ministère de l'intérieur pour communiquer sur son bilan : un tiers seulement des vols et tentatives de vols subis font l'objet d'un dépôt de plainte ; à peine un cinquième des violences physiques et sexuelles (hors cadre familial) sont suivies de plaintes. L'enquête confirme toutefois les tendances générales sur l'évolution de la délinquance : baisse des atteintes aux biens et augmentation des atteintes aux personnes. 20,5% des personnes interrogées font part de leur sentiment d'insécurité, un taux en hausse de 1% sur trois ans.

## A Sevrans, le dynamitage d'une tour comme thérapie de choc

C'EST le « triangle d'or » des stupéfiants à Sevrans (Seine-Saint-Denis), dans le quartier des Beaudottes, une des plaques tournantes du trafic de cannabis en banlieue parisienne. L'allée La Pérouse concentre les trafics et il est conseillé de s'y rendre tôt le matin pour éviter les problèmes

Au n° 1, en particulier, les visiteurs se font fouiller et subissent des contrôles d'identité de la part des dealers « C'est le cœur du trafic », se désole le maire, Stéphane Gatignon (Europe Ecologie-Les Verts), en décrivant un immeuble gardé « vingt-quatre heures sur vingt-quatre », « invivable », « avec des mecs qui surveillent et qui dor-

ment dans les escaliers »

Dans ce quartier, la situation est grave au point que pendant plusieurs mois, le bailleur social a dû retirer les gardiens d'immeubles victimes de trop nombreuses menaces et violences. Face à cette situation, les pouvoirs publics ont tout essayé : Descentes spectaculaires de policiers dans les halls occupés, investigations judiciaires et fiscales poussées ; interpellations massives d'usagers et de trafiquants.

Mais à chaque fois, les trafiquants se sont adaptés. Des lampadaires qui risquaient de favoriser la surveillance ? Arrachés avec l'aide de voitures puissantes. Des

risques de fouilles ? Un tunnel de stockage a été découvert par les policiers dans un des immeubles de l'allée La Pérouse. Des arrestations en nombre (plus de 800 en 2009 dans la ville) ? Des intérimaires de la drogue ont été recrutés à l'extérieur de Sevrans. Des écoutes et des surveillances ? Les dealers, ayant constaté que les enquêtes judiciaires prenaient généralement six à sept mois, ont pris l'habitude – comme dans la série américaine *The Wire* – de changer leur organisation tous les quatre ou cinq mois...

Face à une situation aussi dégradée, les pouvoirs publics envisagent désormais une métho-

de radicale : démolir la tour, devenue un symbole de la drogue. Un projet doit être présenté d'ici à la fin de l'année dans le cadre, plus large, du programme de rénovation urbaine. Une « thérapie de choc », selon l'expression de Yves Laffoucrière, directeur général d'I3F, principal bailleur social du quartier : « On veut redonner de l'espoir aux habitants par une opération forte. » Une source locale se désole de l'impuissance des autorités : « La réactivité et la capacité d'adaptation des dealers restent bien meilleures que celle des pouvoirs publics : les trafics vont simplement se déplacer ailleurs » ■

L. Br.